

Unité interdépartementale des deux Savoie
3 rue Paul Guiton
74000 Annecy

Annecy, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPERATIVE AGRICOLE JURA MONT BLANC

69 Route des Agriculteurs, Z.I. Les Grands Champs
74580 Viry

Références : 20260224-RAP-InspCoopViry-Foudre+Air
Code AIOT : 0006104764

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement COOPERATIVE AGRICOLE JURA MONT BLANC implanté 69 Route des Agriculteurs, Z.I. Les Grands Champs 74580 Viry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPERATIVE AGRICOLE JURA MONT BLANC
- 69 Route des Agriculteurs, Z.I. Les Grands Champs 74580 Viry
- Code AIOT : 0006104764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Coopérative Agricole Jura Mont-Blanc exploite 8 silos de collecte et 16 magasins de libre service agricole généralement couplés avec un entrepôt polyvalent à l'usage de ses adhérents. Ces

sites sont implantés dans les départements de la Haute-Savoie, de la Savoie et de l'Ain.

Le site de Viry a pour activités principales :

- La collecte, le transport, le stockage et le séchage de grains de céréales (blé, orge, maïs) ou graines oléagineuses.
- Le stockage et le négoce d'engrais en sacs et en big-bags.
- Le stockage et le négoce de produits phytosanitaires destinés aux grandes cultures.
- Une unité d'écrasement, de mélange et de conditionnement en sacs de céréales pour l'alimentation du bétail.

L'établissement occupe une superficie de 21 500 m² et emploie environ une trentaine de personnes (personnel administratif, conduite des installations et chauffeurs des camions de transport).

Il comporte les principales installations suivantes :

- un silo métallique de stockage des grains de céréales constitué de cellules ouvertes à axe vertical et de boisseaux de différentes capacités (750 t, 550 t, 500 t, 250 t, 100 t, 25 t et 10 t) et d'une tour de manutention des grains. La capacité totale du silo s'élève à 8000 t (10 670 m³),
- deux cellules métalliques de stockage des grains, fermées et rondes à axe vertical, d'une capacité unitaire de 5500 t soit 11 000 t au total (14 670 m³),
- un poste de réception des grains transportés par camions,
- un séchoir des grains fonctionnant au gaz propane (puissance thermique de 8 MW),
- une unité de fabrication d'aliments pour le bétail comportant des cellules et boisseaux de différentes capacités (entre 9 t et 50 t) ainsi qu'une tour de manutention des grains. Capacité totale de 1392 t (1852 m³),
- un bâtiment entrepôt pour le stockage des engrais solides (1249 t) et des produits phytosanitaires (100 t),
- un réservoir de propane d'une capacité de 33,8 t destiné à alimenter le séchoir des grains.

Sur le plan de la situation administrative, l'exploitation des installations est réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 98-2015 du 18 septembre 1998. Suite aux modifications de la nomenclature des installations classées survenues depuis 1998, le tableau de classement des activités figurant à l'article 1-3 de cet arrêté a été actualisé par courrier du préfet en date du 13 octobre 2016 adressé à l'exploitant.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- NATECH (Foudre)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport annuel sur les risques électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
2	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18, 19 et 22	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
3	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20 et 21	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	12 mois
4	Surveillance de l'auto-échauffement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 18/09/1998, article 5.3	Demande d'action corrective	11 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Voici la liste des demandes formulées à l'exploitant, réparties par domaine techniques :

Risques électriques et maintenance :

Sous 15 jours : Reposer la porte de l'armoire automate et transmettre une photographie justificative.

Sous 1 mois : Réparer la cornière de renfort en salle ventilateurs (remplacement des rivets) et fournir une preuve photographique.

Sous 1 an (prochain contrôle) : Réaliser le prochain contrôle périodique sur une période non travaillée pour valider les essais de coupure et mesures d'isolement restés en suspens.

Protection Foudre et restructuration du site :

Avant travaux : Transmettre un dossier de « porter à connaissance » détaillant les modifications (installations, nouveaux paratonnerres, mise à jour ARF/ETF) pour décision préfectorale.

Sous 6 mois (si non incluses dans le porter à connaissance) : mettre à jour l'ARF et l'ETF en intégrant les protections internes (parafoudres) constatées in situ.

Sous 2 ans et 6 mois : Installer les protections au plus tard 2 ans après l'ARF initiale.

Sous 3 ans : Dès l'achèvement (de l'ARF et ETF mis à jour), faire réaliser sous 6 mois une vérification initiale complète par un tiers agréé (conformité des distances, prises de terre < 10 Ω et compteurs)

Rejets atmosphériques :

Sous un an : Mettre en œuvre un plan de surveillance annuel des rejets. La prochaine campagne de mesures doit être réalisée avant la fin du mois de février 2027.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport annuel sur les risques électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport annuel sur les risques électriques
Prescription contrôlée : [...L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.

Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de l'examen des pièces fournies, il est constaté que l'exploitant a réalisé les vérifications annuelles de ses installations électriques pour les années 2023 à 2025. Les rapports de vérification au titre de la réglementation ICPE incluent désormais un avis explicite sur les risques liés à l'électricité statique et aux courants vagabonds, point qui faisait défaut en 2020.

Toutefois, les rapports techniques les plus récents (août 2025) relèvent plusieurs anomalies :

- L'impossibilité de la part de l'exploitant de réaliser certaines manœuvres de coupure (transformateur général) a rendu la vérification réglementaire incomplète.
- Des défauts persistants sur des équipements en zones poussiéreuses (ex: armoire automate sans porte).
- Aucun document présentant le suivi formalisé de la prise en compte des conclusions de ces rapports (levée des réserves) n'a été transmis, alors que cela est exigé par l'Article 9 de l'arrêté du 29/03/2004.

Concernant le dernier point, lors de l'inspection l'exploitant a présenté un tableau de suivi formalisé (format informatique) récapitulant les anomalies relevées lors des derniers contrôles électriques. Ce tableur permet d'assurer la traçabilité de la prise en compte des conclusions des rapports techniques, avec des commentaires précisant si les points sont résolus ou en cours. Notamment, le point concernant la porte manquante sur l'armoire électrique apparaissait non résolu. Cela a été confirmé lors de l'inspection visuelle sur le terrain.

Enfin, il est rappelé que la vérification périodique réalisée par l'organisme DEKRA en août 2025 est restée incomplète. En raison de l'absence d'autorisation de coupure de l'alimentation électrique (une coupure électrique lorsque le site est en fonctionnement aurait fait porter un risque de sécurité et évidemment de production), les essais des dispositifs différentiels (DDR), du contrôleur permanent d'isolement (CPI) et l'examen des éléments internes des cellules haute tension n'ont pas pu être effectués. Les échanges sur site ont confirmé la nécessité de programmer une visite complémentaire lors d'une journée non travaillée pour permettre la mise hors tension du transformateur et finaliser ces tests réglementaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 15 jours, L'exploitant doit justifier de la remise en place effective de la porte de l'armoire automate en zone poussiéreuse. Dans le même délai, il transmet à l'inspection un photographie de l'armoire montrant la porte remise en place.

Pour la planification du prochain contrôle périodique, l'exploitant s'astreint à faire intervenir l'organisme de contrôle sur une période non travaillée, afin de faire réaliser les essais jusqu'alors manquants. Ce point pourra être vérifié lors d'une prochaine visite d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18, 19 et 22
Thème(s) : Risques accidentels, ARF, ETF, et notice de vérification et de maintenance
Prescription contrôlée : Article 18 : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. [...] Article 19 : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique. [...] Article 22 : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : L'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 (Articles 18, 19 et 22) impose une chaîne documentaire stricte pour la protection contre la foudre : <ul style="list-style-type: none">• Analyse du Risque Foudre (ARF) : Le rapport RGC 30 888 Rév A, réalisé par RG Consultant en septembre 2024, constitue le document de base. Il conclut que la zone "Process & Silos" présente un risque inacceptable sans protection ($7,25E-5$ pour un seuil tolérable de $1E-5$).• Étude Technique Foudre (ETF) : Le rapport RGC 30 889 Rév A, également de septembre 2024 par RG Consultant, définit les mesures de protection nécessaires (installation de paratonnerres PDA de niveau III et de parafofoudres type 1+2).• Notice de Vérification et de Maintenance (NVM) : Elle est incluse en annexe de l'Étude Technique (RGC 30 889-NVM). Selon les échanges en amont et lors de la visite d'inspection, l'unique paratonnerre à dispositif d'amorçage (PDA) en place actuellement sur le site est non conforme (corrosion des fixations, descente unique) et sera intégralement retiré, dans le cadre des travaux prévus en 2026 (ajout en extérieur une "extension boisseaux vrac" et également en extérieur des silos sur benne peseuse). Dans ce cadre, il projette l'implantation de deux nouveaux paratonnerres (l'ETF de 2024 prévoyait

l'ajout de deux PDA, dont les cercles de protection recoupent celui du PDA existant). Il semble alors que le PDA existant ne soit plus nécessaire. L'implantation du PDA au-dessus des silos devra être légèrement décalée par rapport à l'existant afin de garantir une zone de protection couvrant l'intégralité des surfaces sensibles.

Par ailleurs, l'inspection visuelle in situ a permis de constater la présence effective d'équipements internes de protection contre la foudre (parafoudres) au sein des armoires électriques du site.

Enfin, en vertu de l'article 1.8 de votre arrêté préfectoral d'autorisation du 18 septembre 1998, toute modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée à la connaissance du Préfet avant sa réalisation. Le projet de restructuration du site et la refonte complète du système de protection contre la foudre (passage d'un PDA à deux PDA décalés) s'inscrivent dans ce cadre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Avant la réalisation des travaux de restructuration du site, l'exploitant doit transmettre à la Préfète de la Haute-Savoie un dossier de « porter à connaissance » détaillant les modifications projetées (plans de masse, descriptif des nouvelles installation et des nouveaux paratonnerres, mise à jour de l'ARF/ETF) afin que l'administration puisse statuer sur le caractère notable ou non de ces changements.

Si non incluses dans le porter à connaissance susmentionné, sous un délai de 6 mois, l'exploitant doit transmettre à l'inspection une mise à jour de l'Analyse du Risque Foudre (ARF) et de l'Étude Technique Foudre (ETF) reflétant précisément le projet d'implantation final (2 PDA décalés). Ces études devront intégrer les protections internes (parafoudres) déjà constatées sur site afin d'affiner le calcul du risque.

Il est rappelé qu'en vertu de l'article 20 de l'arrêté du 4 octobre 2010, la réalisation effective des travaux de protection doit intervenir au plus tard deux ans après l'élaboration de l'Analyse du Risque Foudre.

À l'issue des travaux, l'exploitant dispose d'un délai maximal de six mois pour faire réaliser la vérification complète de l'installation par un organisme compétent distinct de l'installateur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20 et 21
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : Article 20 : L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre[...], Article 21 : L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance. Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus. [...] Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.
Constats : L'examen des rapports de vérification périodique (DEKRA 2023, 2024, 2025) et de l'expertise de RG Consultant (2024) met en évidence que l'installation physique actuelle de protection contre la foudre est non conforme aux exigences de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. Les manquements techniques identifiés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none">• Système de capture : Le paratonnerre actuel (PDA Franklin "Saint-Elme") est jugé « non testable » par l'organisme de contrôle et présente des traces de corrosion sur ses fixations.• Mise à la terre : Les mesures de résistance des prises de terre foudre sont supérieures au seuil réglementaire de 10 Ohms, avec des relevés atteignant 19,9 Ω (expertise 2024) et jusqu'à 27,6 Ω (rapport DEKRA 2024). Lors de la visite des installations, l'exploitant a cependant montré le repiquage ajouté depuis pour doubler la mise à la terre.• Dispositif de comptage : L'installation est dépourvue de compteur de coups de foudre, empêchant la traçabilité des agressions foudre sur la structure.• Descentes : Le paratonnerre ne dispose que d'un seul conducteur de descente, alors que la hauteur de la tour silo en impose réglementairement deux.

Toutefois, comme explicité au point n°2 du présent rapport, ces non-conformités physiques ne font pas l'objet d'une demande de remise en état immédiate sur l'existant. L'exploitant s'est engagé dans un projet de restructuration globale du site prévoyant le retrait complet de l'équipement actuel et son remplacement par une nouvelle installation (2 PDA décalés). La conformité technique du site sera donc régularisée lors de cette "mise à plat" consécutive aux travaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dès l'achèvement des travaux d'installation des nouveaux paratonnerres, l'exploitant doit faire réaliser une vérification initiale complète par un organisme agréé (article 21 de l'arrêté du 04/10/2010). Ce rapport devra attester du respect des nouvelles distances de séparation calculées ; de la conformité des prises de terre (résistance < 10 Ω et interconnexion) ; et de la présence et du bon fonctionnement des dispositifs de comptage. L'ensemble de ces éléments techniques devra être consigné dans le carnet de bord physique du site, qui devra être présenté lors de la prochaine inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 12 mois

N° 4 : Surveillance de l'auto-échauffement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'auto-échauffement

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement.

La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.

Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours.

Constats :

En amont et lors de la visite d'inspection, les documents suivants ont été contrôlés :

- Consignes de surveillance des températures : Ce document interne définit les principes de "respiration" du grain et fixe des fréquences de contrôle précises en fonction de la chaleur. Il précise que les courbes d'évolution sont visibles sur les postes informatiques du silo, de l'usine et des bureaux.

- Procédures d'intervention en cas d'auto-échauffement : Ce document détaille les actions graduées : ventilation forcée, puis arrêt de la ventilation si la température dépasse 60°C ou ne baisse pas après 24h, suivi de procédures de vidange spécifiques (procédures 1, 2 ou 3 selon le type de cellule).
- Registre de sécurité (Rév. 4 - Septembre 2025) : Le Point 6 de ce registre intègre les consignes de sécurité en cas de point chaud, rappelant l'interdiction de ventilation en cas de fumée et les numéros d'urgence à contacter.

Lors de la visite, une démonstration du logiciel de suivi a été réalisée, confirmant la capacité de l'exploitant à suivre en temps réel les courbes d'évolution thermique des cellules de stockage. Sur demande de l'inspection, l'exploitant a transmis au SDIS74 sa procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement par courriel du 25 février 2026.

Sur le plan de la sécurité des installations de transfert, l'inspection visuelle dans la salle des ventilateurs du séchoir a permis de confirmer une anomalie signalée en août 2025 (rapport de la société SMES) : les rivets d'une cornière de renfort sont sortis de leurs logements, rendant plus faible la fixation de cette barre métallique de renfort de structure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un mois, l'exploitant doit procéder à la remise en état de la cornière de renfort dans la salle des ventilateurs (remplacement des rivets défaillants) et justifier de la réalisation de ces travaux (envoi de photographies par exemple).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/1998, article 5.3

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières – rejets canalisés

Prescription contrôlée :

L'exploitant procédera à des mesures régulières des émissions de poussières. La fréquence de ces mesures sera déterminée par l'inspecteur des installations classées à qui les résultats seront transmis, En outre, l'inspecteur des installations classées pourra, au besoin, faire procéder à des mesures complémentaires. Les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.

Constats :

L'exploitant a présenté un rapport d'essais récent (DEKRA, février 2026) portant sur des mesures réalisées le 16/02/2026. Les résultats indiquent des concentrations moyennes de poussières de 6,5 mg/m³ pour la ventilation générale de l'usine et 3,9 mg/m³ pour le silo. Ces valeurs sont conformes et largement inférieures à la limite de 30 mg/Nm³ fixée par l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 18/09/1998.

Cependant, et tel qu'évoqué par l'exploitant en amont de l'inspection, ce dernier a indiqué ne pas avoir eu connaissance de cette prescription réglementaire, ce qui explique l'absence de suivi historique sur le site avant le premier prélèvement de février 2026.

Au vu de ces éléments et des échanges lors de la visite, l'inspection fixe désormais une fréquence de contrôle annuelle pour les mesures de poussières à l'émission, que l'exploitant doit intégrer à son plan de surveillance dès à présent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place plan de surveillance de ses rejets atmosphérique à fréquence annuelle. La prochaine campagne d'analyses doit intervenir avant fin février 2027.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 11 mois